

LEMNISCATE GROUP

LE GUIDE DE RÉFÉRENCE

Exercer libre & protégée

Le cadre légal complet du praticien en micro-massage bien-être — ce que la loi vous autorise, et les mots qui vous protègent.

Édition 2026

Textes vérifiés sur Légifrance & EUR-Lex
au 1^{er} janvier 2026.

I.

AVANT D'OUVRIR CE GUIDE

Vous avez le droit d'exercer.
Ce guide vous apprend à le faire *sans jamais*
***trembler* devant un mot.**

Entre le droit d'exercer et l'exercice serein, il existe un espace que peu de formations couvrent : celui des mots que vous choisissez, des documents que vous produisez, des obligations que vous ignorez peut-être. Ce guide ne cherche pas à vous effrayer. Il cherche à vous équiper — chaque règle ancrée dans un texte vérifiable, chaque risque réel, chaque solution applicable dès aujourd'hui.

Bonne lecture — et bonne pratique.

Ce que contient ce guide

I Ce que la loi vous autorise vraiment

La loi de 2016, la frontière bien-être / thérapeutique, la jurisprudence clé

II S'installer légalement

Statut, code APE, assurance RC Pro, médiateur de la consommation

III Les mots qui protègent, ceux qui exposent

Dix règles de communication, trente exemples annotés

IV Vos obligations au quotidien

Hygiène, RGPD, déclarations fiscales et sociales

V Tableau de bord légal

Vingt-et-un textes sourcés, français et européens

🔗 Un mot sur la portée de ce document

Ce guide est une ressource d'information générale, vérifiée au 1^{er} janvier 2026. Il ne constitue pas un conseil juridique personnalisé. Pour toute situation spécifique — litige, mise en demeure, contrat — consultez un avocat spécialisé.

Chapitre premier

Ce que la loi vous autorise vraiment

La frontière la plus importante de votre métier ne passe pas dans vos gestes. Elle passe dans vos mots. C'est une contrainte — et, on va le voir, une libération.

La loi qui vous autorise à exercer

Le massage bien-être est légalement reconnu depuis la **loi n°2016-41 du 26 janvier 2016** relative à la modernisation du système de santé. Elle distingue explicitement les actes thérapeutiques — réservés aux professionnels de santé diplômés — des pratiques de bien-être, librement accessibles sous conditions de communication.

Texte de référence

La loi a réécrit l'article L.4321-1 du Code de la Santé Publique : la compétence exclusive des kinésithérapeutes y est définie par référence aux soins thérapeutiques. Le massage non thérapeutique en est explicitement exclu.

Source : legifrance.gouv.fr

La frontière fondamentale

Elle ne concerne pas ce que vous faites en séance. Elle concerne ce que vous dites, écrivez et promettez.

✓ Bien-être — vous pouvez	× Thérapeutique — interdit
Proposer détente, relaxation, lâcher-prise	Diagnostiquer, traiter, soigner
Travailler les tensions musculaires perçues	Prescrire un protocole médical
Accueillir, accompagner par le toucher	Utiliser les titres de thérapeute / kiné
Orienter vers un médecin	Prétendre remplacer un suivi médical
Décrire les sensations possibles	Garantir des résultats thérapeutiques

La frontière passe dans les mots, pas dans les gestes. Un même geste est légal ou illégal selon la phrase qui l'accompagne — ce qui signifie que votre sécurité juridique est entièrement entre vos mains.

La jurisprudence qui fait référence

La Cour de cassation (chambre criminelle, arrêt n°20-83.292 du 23 mars 2021) confirme que le massage bien-être est légal dès lors que le praticien ne pose pas de diagnostic, ne traite pas de pathologie nommée, et n'utilise pas les titres réservés aux professionnels de santé.

▲ Cas réel — Cass. Crim., 9 mars 2010, n°09-81.778

Un praticien en médecine traditionnelle chinoise a été condamné pour exercice illégal de la médecine : il posait des diagnostics, proposait des traitements, exerçait sous pseudonyme. Peine : 2 500 € d'amende et casier judiciaire. Source : Légifrance.

▲ Cas réel — Procès naturopathe, Paris 2021

Un praticien en médecines douces a été renvoyé en procès après le décès d'un patient atteint d'un cancer. La mise en cause portait sur ses communications écrites présentant ses préconisations comme des traitements. Le parquet a requis un an ferme. Sources : Le Monde, BFMTV, 09/2021.

Chapitre deux

S'installer légalement

Statut, code d'activité, assurance, médiateur. Les quatre fondations administratives — présentées avec les prestataires concrets, pas seulement les obligations abstraites.

Choisir son statut juridique

Critère	Micro-entrepreneur	EI (régime réel)	SASU / EURL
Plafond CA	77 700 € (2026)	Aucun	Aucun
Charges sociales	≈ 22 % du CA	≈ 45 % du bénéfice	Variable
Comptabilité	Ultra-simplifiée	Obligatoire	Obligatoire
Idéal pour	Démarrage	CA > 50 000 €	Salariat + associés
Inscription	URSSAF en ligne	CFE / Greffe	Greffe tribunal

Code APE & réforme NAF 2027

Le code APE (Activité Principale Exercée) est attribué par l'INSEE lors de votre inscription. Il vous identifie auprès des organismes sociaux et fiscaux — un mauvais code peut vous ranger, à tort, du côté des activités de santé.

Code	Libellé	À utiliser ?	Statut
9604Z	Entretien corporel	✓ Oui — principal	En vigueur
9609Z	Autres services personnels n.c.a.	Secondaire	Secondaire
8690F	Activités de santé n.c.a.	✗ À éviter	Disparaît 2027

📅 Réforme NAF — applicable au 1^{er} janvier 2027

La nomenclature NAF évolue au 1^{er} janvier 2027. Le code de correspondance probable pour 9604Z sera **9699H** « Toutes autres activités de service aux personnes n.c.a. ». Changement automatique, aucune démarche requise. Consultez sirene.fr dès 2026 pour anticiper.

Assurance responsabilité civile professionnelle

La RC Pro est une obligation légale pour toute prestation impliquant un contact physique (Code Civil art. 1240 et 1241). Sans elle, vous êtes personnellement responsable sur vos biens propres en cas de dommage.

Assureur	Points forts	Tarif / an*	Contact
MEDINAT	Partenaire FFMBE, souscription 100 % en ligne	≈ 154 €	medinat.fr
GEPCA	Assureur historique FFMBE, plafond élevé	≈ 70 €* (hors cotisation à l'FFMBE)	gepca.fr
AMAVIE	Large spectre de pratiques	≈ 65 €* (hors cotisation à l'FFMBE)	abela.fr

* Tarifs préférentiels GEPCA et AMAVIE réservés aux adhérents FFMBE. Vérifiez les montants exacts au moment de la souscription, ils évoluent chaque année.

Le médiateur de la consommation

Obligation légale depuis le 1^{er} janvier 2016

Art. L.612-1 & L.616-1 du Code de la Consommation (transposition de la directive UE 2013/11). Tout professionnel vendant des services à des particuliers doit adhérer à un médiateur agréé CECMC. Sanction en l'absence de mention : **3 000 € d'amende** (art. L.641-1). La procédure est gratuite pour le consommateur.

Les deux médiateurs adaptés à l'activité bien-être

Médiateur	Profil	Site
CNPM Médiation	Le plus courant chez les praticiens bien-être	cnpm-mediation-consommation.fr
CMAP	Médiateur généraliste institutionnel reconnu par la CECMC	cmap.fr

Vérifiez le tarif d'adhésion au moment de l'inscription. Liste officielle complète : economie.gouv.fr

Mention à copier sur factures, CGV et site web

« En cas de litige non résolu à l'amiable, vous pouvez recourir gratuitement à notre médiateur de la consommation : [Nom] — [adresse] — [site web]. Délai de saisine : 12 mois à compter de votre réclamation écrite. »

Chapitre trois

Les mots qui protègent, ceux qui exposent

Dix règles couvrant toutes vos surfaces de communication — site, réseaux, devis, factures, signatures. Chacune illustrée par ce qu'il ne faut pas écrire, et sa reformulation juste.

Dix règles, trente exemples

RÈGLE 01 Ne jamais utiliser de termes thérapeutiques

- ✗ « Massage thérapeutique pour soulager vos douleurs »
- ✓ « Séance de massage bien-être pour favoriser la détente »

⚖ CSP L.4321-1 — réservé aux masseurs-kinésithérapeutes DE

RÈGLE 02 Ne pas s'attribuer le titre de thérapeute

- ✗ « Thérapeute certifiée, je vous accompagne vers la guérison »
- ✓ « Praticienne en micro-massage bien-être »

⚖ Code Pénal art. 433-17 — usurpation de titre : 1 an + 15 000 €

RÈGLE 03 Ne pas utiliser le mot « modelage »

- ✗ « Modelage corps complet relaxant »
- ✓ « Massage bien-être corps complet »

⚖ Loi 96-603 — réservé aux esthéticiennes diplômées

RÈGLE 04 Présenter ses formations avec exactitude

- ✗ « Certifiée en massages thérapeutiques, organisme international »
- ✓ « Formée au massage bien-être — [organisme] — [X] heures »

⚖ Code Conso. L.121-2 — pratiques commerciales trompeuses

RÈGLE 05 Respecter les droits musicaux en séance

- ✗ Playlist Spotify personnelle diffusée pendant les séances
- ✓ Licence pro (Music Source, Jamendo Business) ou forfait SACEM

⚖ CPI art. L.335-2 — contrefaçon : jusqu'à 300 000 €

RÈGLE 06 Ne jamais garantir de résultats

- ✗ « Résultats visibles en 3 séances — cliniquement prouvé »
- ✓ « Ressentis fréquents après séance : légèreté, apaisement »

⚖ Code Conso. L.121-2 — publicité mensongère

RÈGLE 07 Faire figurer ses mentions légales partout

- ✗ Post Instagram sans SIRET ni identification professionnelle
- ✓ Tous supports : [Prénom Nom] — Praticienne bien-être — SIRET [N°]

⚖ LCEN 2004 art. 19 — Code de Commerce L.123-237

RÈGLE 08 Sécuriser les données de ses clientes

- ✗ Fiches clientes sur tableur partagé non sécurisé
- ✓ Dossier chiffré ou armoire fermée à clé — accès exclusif

⚖ RGPD règlement UE 2016/679 art. 5 & 32

RÈGLE 09 Obtenir le consentement éclairé

- ✗ Accord verbal sans trace écrite, zones non définies
- ✓ Formulaire signé : zones, droit de refus, contre-indications

⚖ Code Civil art. 16-3 — Code Pénal art. 222-22

RÈGLE 10 Orienter vers un professionnel de santé

- ✗ « Cette tension est une contracture, je vais la traiter »
- ✓ « Je perçois une tension. Si cela persiste, consultez votre médecin »

⚖ CSP L.4161-1 — exercice illégal de la médecine : 2 ans + 30 000 €

Chapitre quatre

Vos obligations au quotidien

Ce qui se joue après l'installation : l'hygiène, le RGPD vécu comme une pratique et non un document, les déclarations qui rythment votre année.

Hygiène & locaux

- ◆ Nettoyage et désinfection de la table entre chaque cliente (lingettes ou draps à usage unique).
- ◆ Lavage des mains avant et après chaque séance.
- ◆ Ventilation du local : renouvellement d'air entre chaque séance.
- ◆ Local ERP (recevant du public) : registre d'accessibilité PMR obligatoire.
- ◆ Affichage des tarifs visible à l'accueil (Arrêté du 3 décembre 1987).

Le RGPD comme pratique quotidienne

Le RGPD n'est pas qu'un document à rédiger — c'est une pratique. Cinq réflexes suffisent à couvrir l'essentiel.

Réflexe	Ce que ça veut dire concrètement
Collecte minimale	Ne collecter que le nécessaire : nom, contact, contre-indications. Pas de données « au cas où ».
Conservation limitée	3 ans maximum après la dernière séance, puis suppression ou anonymisation.
Sécurité	Papier fermé à clé, numérique chiffré ou protégé par mot de passe.
Droits des personnes	Accès, rectification, suppression sur simple demande — réponse sous un mois.
Registre des traitements	Obligatoire dès le premier client. Le modèle prêt à l'emploi est dans le Kit Pratique.

Déclarations & obligations fiscales

- ◆ Déclaration du CA à l'URSSAF, mensuelle ou trimestrielle — même si le CA est nul (déclarer 0).
- ◆ Seuil micro-entrepreneur 2026 : 77 700 € (services). Au-delà, changement de régime obligatoire.
- ◆ Mention « TVA non applicable, art. 293B du CGI » sur toutes les factures sous le seuil de franchise.
- ◆ Conservation des factures : 10 ans.
- ◆ Compte bancaire dédié obligatoire si le CA dépasse 10 000 € sur deux ans consécutifs.

Chapitre cinq

Tableau de bord légal

Tous les textes cités dans ce guide, réunis avec leur source officielle vérifiable. Votre référence à garder sous la main.

Textes français

Obligation	Référence	Risque
Exercice illégal de la médecine	CSP art. L.4161-1	Pénal — 2 ans + 30 000 €
Exercice illégal en ligne	CSP art. L.4161-5	Pénal — 5 ans + 75 000 €
Usurpation de titre	Code Pénal art. 433-17	Pénal — 1 an + 15 000 €
Massage bien-être reconnu	Loi n°2016-41	Droit favorable
Publicité mensongère	Code Conso. L.121-2	Admin — variable
Mentions légales site	LCEN 2004 art. 19	Admin — jusqu'à 75 000 €
Mentions facture	Code Commerce L.441-9	Admin — 15 € / mention
Affichage des prix	Arrêté 3 déc. 1987	Admin — amende
Médiateur consommation	Code Conso. L.612-1	Admin — 3 000 €
Droits musicaux	CPI art. L.335-2	Pénal — 300 000 €
Consentement éclairé	Code Civil art. 16-3	Civil / Pénal
Registre des traitements	RGPD art. 30	Admin — CNIL

Textes européens

Texte	Référence	Portée
Protection des données	RGPD — UE 2016/679	Transposé en droit français
Médiation consommation	Directive 2013/11/UE	Ordonnance 2015-1033
Pratiques déloyales	Directive 2005/29/CE	Code de la Consommation
Services (marché intérieur)	Directive 2006/123/CE	Liberté d'établissement

Sources officielles à consulter

legifrance.gouv.fr	Tous les textes de loi français
eur-lex.europa.eu	Textes européens, versions consolidées
cnil.fr	Guide pratique RGPD pour les TPE/PME
economie.gouv.fr	Liste officielle des médiateurs agréés CECMC



Vous êtes maintenant équipée.

Chaque règle de ce guide a une source. Chaque risque est réel.
Chaque solution est applicable dès aujourd'hui. Ouvrez à
présent le Kit Pratique et complétez vos documents — le cadre
n'est plus une inquiétude, c'est votre socle.

Retrouvez tous mes espaces → linktr.ee/michel_LemniWave

LEMNISCATE GROUP · ÉDITION 2026

Document mis à jour au 1^{er} janvier 2026. Ne constitue pas un conseil juridique personnalisé.